

“Si Charles Michel veut faire du shopping parlementaire, qu’il le dise”

- Mercredi, la coalition orange bleue n’avait toujours pas sollicité la confiance du Parlement.
- L’opposition s’impatiente.
- Le comportement à venir de la N-VA reste, quant à lui, insondable.

Entretien Alice Dive

Par les temps politiques orageux qui courent, on ne l’écrira jamais assez : seul le gouvernement peut être à l’initiative d’une motion de confiance. Pour l’heure, l’exécutif minoritaire de Charles Michel, appelé coalition orange bleue (MR-Open VLD-CD&V), n’a toujours pas sollicité un tel vote auprès du Parlement belge. Inutile de dire que la plupart des ténors de l’opposition fédérale commencent sérieusement à piaffer dans les travées de la Chambre. C’est notamment le cas du député fédéral et président de Défi, Olivier Maingain. Qui envoie, d’emblée, le fond de sa pensée : *“Toute cette histoire autour du Pacte sur les migrations a démontré la vraie nature de la N-VA : tout responsable politique rationnel qui fait l’analyse de ce pacte ne peut prendre ce prétexte pour faire tomber un gouvernement. Le vrai objectif des nationalistes flamands, il est purement électoraliste !”*

Charles Michel doit-il demander la confiance du Parlement selon vous ?

C’est inéluctable. Il s’agit d’une exigence par rapport aux citoyens. Ces derniers sont en effet en droit de savoir avec qui le Premier ministre et son gouvernement minoritaire souhaitent nouer des accords politiques. Il doit le dire en toute transparence. Soyons clair : si Charles Michel veut faire du shopping parlementaire en allant chercher la N-VA, parce qu’il dira que c’est dans la continuité de la politique qu’il a menée pendant plus de quatre ans, tout en donnant des petits accents minimalistes sur l’un ou l’autre sujet amenés par l’opposition, qu’il le dise ! Si c’est cela la logique du Premier ministre, alors non seulement il méprise l’institution parlementaire mais, en plus, il trompe l’électeur.

mentaire en allant chercher la N-VA, parce qu’il dira que c’est dans la continuité de la politique qu’il a menée pendant plus de quatre ans, tout en donnant des petits accents minimalistes sur l’un ou l’autre sujet amenés par l’opposition, qu’il le dise ! Si c’est cela la logique du Premier ministre, alors non seulement il méprise l’institution parlementaire mais, en plus, il trompe l’électeur.

Doit-on comprendre par là que vous plaidez en faveur de la fameuse “coutume constitutionnelle”, chère à certains constitutionnalistes du pays ?

Oui, très clairement. Dans un système politique qui privilégie une représentation à la proportionnelle des partis, les citoyens sont en droit de savoir quels sont les partenaires qui soutiennent un gouvernement minoritaire. Et si ce soutien n’existe pas, c’est que ce gouvernement n’est pas légitime sur le plan démocratique. Mais ce qui se passe aujourd’hui, c’est que Charles Michel ne veut pas dire sur qui ce gouvernement minoritaire veut s’appuyer, histoire de terminer la législature sans trop de casse.

Si aucun vote de confiance n’intervient, certains partis comme le Parti populaire ou le SPA ont manifesté leur intention de recourir à la méfiance (Ndlr : une motion de méfiance ne peut être déposée qu’après une interpellation). Votre parti l’envisage-t-il également ?

Non, je ne suis pas encore dans cette logique-là. Je rap-

pelle qu’une telle interpellation n’a de sens que si, d’abord, l’on considère que le gouvernement est légitime. Il faut donc avant tout mener ce débat sur la confiance. Pour le reste, le Premier doit faire un choix : soit il continue à laisser dire par les représentants du MR que ce gouvernement n’est que dans la continuité de la précédente majorité et qu’il peut ainsi continuer à voter jusqu’aux élections de mai 2019 ; soit il dit – sachant qu’il ne pourra plus réaliser tout ce qu’il veut comme au temps où il était en majorité avec la N-VA – qu’il a envie d’envoyer d’autres signaux sur certaines thématiques fortes en faisant des accords avec certains partis d’opposition. Dans ce second cas, il aura des retours constructifs du côté des partis de l’opposition.

Vous vous y engagez aussi formellement ?

Oui, bien sûr. Je crois que personne aujourd’hui au sein de l’opposition n’a envie de jouer la politique du pire pour dire que l’on fait table rase du passé. Nous savons bien que nous n’allons pas modifier en cinq mois toute la politique qui a été menée ces quatre dernières années, mais on ne peut accepter non plus d’être les otages permanents de la N-VA.

Dans "La Libre" de ce mercredi, Theo Francken se dit prêt à gouverner de nouveau avec le MR, à condition que la Belgique sorte du Pacte sur les migrations. Le retour de la "suédoise" après les élections ne semble pas exclu...

Ah... les arrière-pensées électoralistes de la N-VA! Ce qui est le plus invraisemblable, c'est que le MR n'en

tire pas toutes les conséquences. En tant que Premier, vous ne pouvez pas déclarer lundi à Marrakech que vous voulez être du bon côté de l'Histoire, puis revenir et déclarer le mardi que vous n'excluez pas de poursuivre une idylle avec ceux qui veulent que l'on soit du mauvais côté de l'Histoire. Ce grand écart permanent de Charles Michel, ce jeu de dupes, cela doit cesser. Le vrai débat aujourd'hui, c'est que le MR doit choisir. Souhaite-t-il revenir dans un parcours politique où il retrouve une capacité de dialogue avec d'autres partis que la N-VA ou se réfugie-t-il en permanence dans les bras de celle-ci? Sauf à avouer que Charles Michel est prêt à payer toujours plus pour rester Premier ministre, je ne peux comprendre le choix du MR de rester avec la N-VA.

**"Sauf à avouer
que Charles Michel
est prêt à payer
toujours plus pour
rester Premier, je ne
peux comprendre le
choix du MR de
rester avec la N-VA."**

Olivier Maingain
Député et président de Défi

La même question, encore et encore : que va faire la N-VA ?

En tout cas, cette crise politique aura permis de faire émerger un talent : celui de Peter De Roover, le chef de groupe de la N-VA à la Chambre. Il a le sens de la formule, il met les riens de son côté. À la tribune de la Chambre, les effets de manche sont utiles pour capter l'attention des médias confrontés à une multitude de déclarations... Et, mercredi, en séance plénière, Peter Roover a résumé la position de la N-VA sur la situation politique de la manière suivante: *"Monsieur le Premier ministre, vous pouvez difficilement attendre de l'épouse trompée pour une aventure d'un soir qu'elle prépare le petit-déjeuner."*

L'aventure d'un soir : Marrakech

Traduction : les nationalistes flamands, désormais dans l'opposition, vendront chèrement un appui au gouvernement minoritaire de Charles Michel qui a remplacé la majorité suédoise. Pour rappel, le Premier ministre était passé en force sur le Pacte de l'Onu sur les migrations. Une majorité alternative sans la N-VA (*"l'aventure d'un soir"* en question) avait été dégagée à la Chambre. Charles Michel recevait ainsi un mandat parlementaire l'invitant à se rendre à Marrakech dans le cadre de la procédure d'approbation du pacte onusien critiqué par Theo Francken et le parti nationaliste.

On pensait pourtant que la N-VA voterait au Parlement avec ses anciens alliés Open VLD, CD&V et MR. Le parti de Bart De Wever avait affirmé qu'il se montrerait ouvert dans les dossiers socio-économiques, que ses députés fédéraux approuveraient les initiatives de Michel II qui résulteraient de la mise en œuvre de l'accord de gouvernement goupillé en 2014.

Le Premier ministre aurait donc pu retrouver au Parlement l'ex-partenaire qui l'avait quitté au gouvernement. Si l'on se fie aux déclarations de Peter De Roover, les choses ne seront pas si simples. Il faut pourtant trouver rapidement une majorité pour voter le budget 2019...

"Prudent et responsable"

Si la N-VA fait la fine bouche, du côté des autres partis de l'opposition, les perspectives d'une collaboration sont encore moins envisageables : ils n'ont en rien participé aux décisions de l'exécutif fédéral ces quatre dernières années et peuvent donc s'en distancier. Charles Michel a bien conscience de la fragilité de sa position actuelle (un gouvernement en minorité à la Chambre). Il s'est fendu

mercredi d'un long plaidoyer en faveur, justement, d'un partenariat entre sa coalition orange bleue et ses adversaires à la Chambre. Il a promis qu'il allait diriger *"un gouvernement prudent et responsable qui coopère avec un Parlement actif et engagé [qui] peut faire en sorte que les intérêts de nos concitoyens soient défendus"*.

La formule est floue mais, en gros, on peut y voir l'appel du Premier ministre aux groupes politiques de bonne volonté. Selon lui, des accords au cas par cas sont envisageables entre le gouvernement et le Parlement. *"Il y a un chemin possible entre des élections anticipées et l'immobilisme"*, une voie qu'ont empruntée treize pays européens, a-t-il rappelé.

Pas de cadeau

Charles Michel a annoncé qu'il allait poursuivre les contacts avec les partis de l'opposition afin de déterminer si une telle coopération est possible. Des interventions entendues à la Chambre ce mercredi, cela semble toutefois peu probable, aucune formation ne voulant faire ce cadeau au MR, à l'Open VLD et au CD&V.

D'ailleurs, durant la séance, la question de la confiance accordée au gouvernement par le Parlement est revenue au cœur des débats. Le gouvernement n'est évidemment pas très chaud à l'idée de demander cette confiance à la Chambre puisqu'il n'y dispose pas d'une majorité. Mais, sur le coup de 18 heures, plusieurs formations ont réclamé que ce vote se fasse toute même. *"Nous sommes convaincus que les règles démocratiques et constitutionnelles n'ont pas été respectées"*, indiquent le PS, le SP.A, les verts, CDH et Défi dans une motion commune qui demande que le gouvernement propose son *"nouveau programme"* et vienne *"chercher la confiance du Parlement au plus tard mardi"*.

La N-VA votera le budget

La N-VA a approuvé par la suite cette initiative et la motion a été finalement approuvée en soirée. Du côté du MR, le comportement des nationalistes flamands étonne. *"On a eu confirmation que la N-VA allait voter avec le gouvernement sur le budget 2019, le jobs deal ou encore sur la réforme du droit des sociétés, confie une source libérale. Mais en voyant le comportement de la N-VA à la Chambre ce mercredi, on se demande à quoi ils jouent. Et il est clair que le gouvernement refusera de demander la confiance au Parlement."*

F.C.

Du côté du MR,
le
comportement
de la N-VA
étonne : *"À quoi
jouent-ils ?"*
s'interroge une
source libérale.